

# LE PARTI SOCIALISTE FRANÇAIS DANS LA RECOMPOSITION DU PARTI SOCIALISTE CHILIEN À PARTIR DE 1973

Elodie Giraudier

**La Fondation a réuni le 4 décembre 2018 de nombreux historiens et témoins à l'occasion d'une [journée d'études consacrée au Parti socialiste et à l'international](#) durant les années 1970, période charnière tant pour le socialisme français que pour la mondialisation économique et politique. Elodie Giraudier est intervenue sur les liens particuliers et étroits entre les socialistes français et des socialistes chiliens durant cette décennie.**

Le coup d'État militaire du 11 septembre 1973 a eu un écho mondial avec l'impact iconographique du bombardement du palais présidentiel de La Moneda, et la chute de l'une des démocraties les plus stables d'Amérique latine. En France, la nouvelle du putsch chilien a eu un retentissement particulier, car le système politique des deux pays est proche à tel point que Pierre Kalfon parle de « cousinage politique »<sup>[1]</sup>, avec un parti radical (PR) très fort entre la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et dans la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle, puis un parti communiste et un parti socialiste formés à partir du mouvement ouvrier. En 1970, la victoire de l'Unité populaire (UP) de Salvador Allende suscite l'enthousiasme car, comme l'a souligné Olivier Compagnon, le programme commun de la gauche peut apparaître comme la version européenne des « choix tactiques des socialistes chiliens »<sup>[2]</sup>. Le putsch de septembre 1973 survient donc à un moment particulier de ce jeu de miroirs entre le Chili et la France, entre le parti socialiste chilien et le parti socialiste français (PS), et résonne très fortement en France à travers l'organisation immédiate de réseaux de solidarité. En croisant diverses sources statistiques, l'historien Nicolas Prognon estime que la France a accueilli 15 000 Chiliens avec le statut de réfugiés politiques entre 1973 et 1994, dont la plupart arrivent dans la première décennie<sup>[3]</sup>. L'exil chilien en France est

« coloré politiquement »<sup>[4]</sup> : tandis que les démocrates-chrétiens chiliens optent majoritairement pour les pays où leur famille politique est forte (Italie, Allemagne de l'Ouest), les militants de gauche (socialistes, *mapucistas*<sup>[5]</sup>, *miristas*<sup>[6]</sup>, communistes) s'installent davantage en France<sup>[7]</sup>. La recomposition du parti socialiste chilien s'inscrit donc à la fois dans la force des modèles européens en Amérique, l'enthousiasme de la gauche française pour Salvador Allende et l'Unité populaire ainsi que la solidarité avec les exilés chiliens et la lutte contre la dictature militaire.

## L'ENTHOUSIASME DU PARTI SOCIALISTE FRANÇAIS POUR LE CHILI DE L'UNITÉ POPULAIRE

Dès ses débuts, l'Unité populaire suscite l'enthousiasme du Parti socialiste et du Parti communiste. Visible à travers les très nombreux articles consacrés au Chili, cette fascination contraste avec un certain manque d'intérêt pour les autres pays du Cône Sud, mais est à replacer dans le contexte de l'essor de la gauche française depuis les élections présidentielles de 1969. La stratégie de l'Unité populaire semble être le chemin à suivre pour conquérir le pouvoir. En novembre 1970, Claude Estier se rend à Santiago pour observer cette expérience politique atypique de révolution par la voie légale. Après le congrès d'Épinay de juin 1971, François Mitterrand, devenu premier secrétaire du Parti socialiste, Claude Estier et Gaston Defferre se rendent au Chili en novembre pour observer de près les débuts de l'Unité populaire. Le choix de la date est judicieux, car le gouvernement Allende fête sa première année, ce qui permet aux socialistes français de faire un premier bilan : sans nier les difficultés de l'Unité populaire, ils soulignent l'unité de la gauche chilienne et l'appui populaire au président Allende<sup>[8]</sup>. Les sources chiliennes apportent cependant une nuance : le séjour des Français dans ce pays du bout du monde coïncide avec celui de Fidel Castro, qui a finalement plus marqué les esprits. François Mitterrand n'est pas hispanophone et c'est Claude Estier qui lui sert de traducteur. Régis Debray n'est pas mentionné, mais il sert aussi d'intermédiaire. Salvador Allende reçoit plusieurs fois la délégation socialiste, notamment à quelques heures du retour en France<sup>[9]</sup>. Présenté par la presse chilienne comme « l'Allende français »<sup>[10]</sup>, François Mitterrand déclare dans *Le Monde* que « le Chili est le seul pays au monde où la synthèse entre réformes de structures et respect des libertés publiques a été réussie. Pour y parvenir, il faut conclure des accords électoraux, et surtout établir une plateforme commune préalable à un accord de gouvernement », tandis que dans *Le Bulletin socialiste*, Claude Estier décrit le Chili comme « un exemple » pour les socialistes français<sup>[11]</sup>. Dans le cadre de la guerre froide, l'intérêt du Chili était de proposer une alternative démocratique au régime cubain et un exemple d'émancipation des États-Unis. La signature du programme commun en 1972 se fait quelques mois après ce voyage au Chili. De plus, le Parti socialiste diffuse en France des informations sur la crise politique et économique au Chili à travers des comités de soutien et divers meetings à la Maison de la Mutualité. Ces

rencontres permettent à des Chiliens de présenter les difficultés pour un pays latino-américain dépendant des États-Unis de mener une transition au socialisme. Du côté des socialistes français, il s'agissait d'éviter des confusions sur la situation chilienne et hexagonale<sup>[12]</sup>. En retour à cette considération, Salvador Allende nomme comme ambassadeur en France le poète communiste Pablo Neruda (1970-1972). Dans un contexte de guerre froide et de lutte contre l'impérialisme étatsunien, l'enjeu pour le président chilien était d'avoir des alliés européens, et notamment des alliés membres de l'Internationale socialiste (IS).

En mars 1973, l'Unité populaire concentre à nouveau l'attention des socialistes français en raison des élections législatives dans les deux pays dans un contexte post-68 et à un moment de critique croissante du système soviétique. Tandis que l'Unité populaire obtient plus de 44% des voix et met fin aux espoirs de l'opposition d'un renversement « institutionnel » du gouvernement Allende, la gauche française obtient des résultats assez proches de près de 45%. Dans ce jeu de miroirs entre le parti socialiste français et le parti socialiste chilien, une nuance est à apporter : depuis la seconde moitié des années 1960 et le congrès de Chillán de 1967, le parti socialiste chilien suit les thèses cubaines, envisage la lutte armée pour conquérir le pouvoir à travers le secteur des *elenos*<sup>[13]</sup>, et considère que la démocratie libérale est un mode de domination politique bourgeois. Or, François Mitterrand regarde du côté de Cuba depuis la fin des années 1960. Enfin, c'est le PR et non pas le PS chilien qui fait partie de l'Internationale socialiste. Quant au Parti communiste, il est légaliste, et partisan du respect des institutions démocratiques.

Cette fascination du parti socialiste français pour le Chili d'Allende explique l'écho du putsch de septembre 1973 dans l'Hexagone.

## LA MOBILISATION DE L'APRÈS-COUP D'ÉTAT

La nouvelle du coup d'État et sa violence choquent l'opinion publique française et mondiale : l'Internationale socialiste se dit « choquée et horrifiée »<sup>[14]</sup>. Dans un communiqué du 12 septembre, le Parti socialiste « exprime son entière solidarité au peuple chilien, aux militants du Parti socialiste du Chili et à l'ensemble des travailleurs [...]. Il appelle les militants à manifester dans leurs fédérations et leurs sections cette solidarité et ce soutien »<sup>[15]</sup>. Le 18 septembre 1973, un document du secrétariat national du Parti socialiste incite les fédérations et les sections à « agir immédiatement avec le maximum de moyens matériels et militants pour rétablir la vérité sur les événements du Chili, combattre la propagande de l'ORTF et de la presse réactionnaire » ; « affirmer leur solidarité politique à la résistance chilienne » ; « organiser la solidarité matérielle à la résistance chilienne » ; exiger que le gouvernement français condamne le coup d'État et refuse la reconnaissance diplomatique de la Junte. Il s'agit aussi de « célébrer publiquement la mémoire et l'exemple » de Salvador Allende, d'organiser des manifestations de rue et de participer au niveau local aux

actions unitaires organisées[16]. Une note pratique est jointe à ce document pour coordonner la communication (articles, communiqués, affiches, etc.).

Ainsi, un meeting intitulé « Les socialistes vous répondent » est organisé à la Mutualité, le lundi 24 septembre, en présence de Régis Debray, de retour du Chili, de Didier Motchane et de Jacques Guyard, secrétaire fédéral de Paris, et des représentants du parti socialiste chilien[17]. En près de deux mois, entre le 30 septembre et le 22 décembre 1973, Antoine Blanca participe à onze manifestations en tant que délégué de l'Internationale socialiste au Chili, à travers des conférences de presse, des réunions publiques, des meetings communs Parti socialiste-Parti communiste, un meeting départemental du Comité pour le Chili, ainsi que des réunions dans des Maisons des jeunes[18]. Le Parti socialiste et le Parti communiste interpellent de nombreuses fois le Premier ministre et le ministre des Affaires étrangères à la Chambre des députés pour offrir l'asile politique aux réfugiés chiliens et construire des réseaux d'entraide aux exilés qui s'installeraient en France[19]. Du côté du Parti socialiste, l'enjeu était de ne pas laisser l'appareil communiste et ses mouvements lutter seuls contre l'impérialisme et de se positionner face au gouvernement Messmer. Le mouvement international de solidarité avec les Chiliens rassemble notamment les associations, les syndicats et les partis politiques. De nombreux comités de soutien sont fondés à l'exemple du Comité des 18 qui rassemble dix-huit formations politiques et syndicats. Des appels à la solidarité sont faits pour rassembler des fonds et aider les militants réprimés de la gauche chilienne. De façon générale, ces comités de soutien ne sont pas uniquement le fait de militants de gauche, mais de militants antifascistes dont la mémoire est liée à la Seconde Guerre mondiale[20]. Sur un plan strictement matériel, les socialistes français s'associent au fonds de soutien de l'Internationale socialiste. Ainsi, une note de Pierre Mauroy à Robert Pontillon datée du 26 février 1974 précise que « la collecte marque actuellement un temps mort »[21]. L'Internationale socialiste fait état en janvier 1975 d'une aide de 8000 dollars aux dirigeants du parti radical chilien, qui lui est affilié[22]. L'aide se fait aussi sous forme de recherche de logements, d'emplois, d'intervention pour l'établissement des documents de séjour[23].

Entre 1973 et 1974, des milliers de dirigeants de l'Unité populaire se réfugient dans les ambassades et quittent le Chili. À cela s'ajoutent les décrets d'expulsion à partir du 11 octobre 1973. Les réfugiés chiliens arrivent massivement dans les années 1974-1979, moment d'une violente répression. L'ambassadeur français à Santiago, Pierre de Menthon, a fait son possible pour accueillir les militants persécutés de sorte que la Junte fait surveiller l'ambassade de France tout comme les représentations diplomatiques italienne et suédoise. En raison de la crise pétrolière et des demandes croissantes du droit d'asile, la procédure de demande d'asile est assez compliquée en 1973-1974, mais elle s'améliore sous Valéry Giscard d'Estaing et surtout sous François Mitterrand. Ainsi, le ministre de l'Intérieur Gaston Defferre décide de régulariser la situation des étrangers qui sont

arrivés en France avant le 1<sup>er</sup> juillet 1981 en leur octroyant un permis de travail d'une année. La régularisation des étrangers qui n'avaient pas encore obtenu le statut de réfugié a été effective en septembre 1983. En septembre 1984, Laurent Fabius réforme et simplifie la procédure d'obtention du statut de réfugié[24].

Parmi les nombreuses actions d'aides aux exilés chiliens, mentionnons le Centre socialiste d'études du tiers-monde qui devient en 1974 le Centre d'études et d'initiatives de solidarité internationale (CEDETIM) et qui organise des comités Chili. Ces derniers mobilisent jusqu'à 20 000 personnes, organisent des meetings et rassemblent de l'information sur ce pays à des fins humanitaires. La revue du Parti socialiste *Nous les socialistes* devait aussi permettre d'informer et d'unir les exilés socialistes[25].

À la fascination pour l'Unité populaire succède ou s'ajoute la solidarité avec les exilés : comme les autres socialismes européens, le parti socialiste français observe et accompagne le processus de rénovation idéologique de son homologue chilien.

## LE PROCESSUS DE RÉNOVATION IDÉOLOGIQUE

Le parti socialiste chilien a été désarticulé par la dictature militaire : le secrétaire général, Carlos Altamirano, et la direction du parti à l'étranger se sont installés à Berlin-Est tandis que les militants étaient pour une grande partie éparpillés dans le monde, notamment dans des pays européens (France, Pays-Bas, Belgique) et latino-américains (Venezuela, Mexique, Cuba) qui émergent comme des centres importants de la gauche chilienne.

Le processus de rénovation socialiste représente un moment particulier dans l'histoire de la pensée politique chilienne, car l'exil a mis les dirigeants politiques et les intellectuels de gauche en contact avec les systèmes politiques, les partis d'Europe occidentale[26]. La crise au sein du socialisme chilien est à la fois idéologique, tactique (en termes de moyens) et stratégique (sur le plus long terme). Elle implique un changement des alliances politiques. Pour l'historienne Cristina Moyano Barahona, la rénovation socialiste est un processus de reconfiguration idéologique et pratique de ce que signifie être et faire en politique, et ce du côté de la gauche dont l'expérience au pouvoir a échoué avec le coup d'État de 1973[27]. Elle n'a pas été homogène au sein des partis de gauche. Ainsi, les réflexions du Movimiento de Acción Popular Unitaria (MAPU) se fondent sur son expérience de la répression politique au Chili et sur le constat de l'instauration d'un projet refondateur du régime militaire tandis que celles du Parti socialiste sont motivées par l'expérience et le contact avec le socialisme réel en Europe de l'Est, puis avec les socialismes et les social-démocraties d'Europe occidentale. La rénovation est donc « un processus de lente maturation idéologique et culturelle »[28] qui commence dans les années 1970 et se poursuit dans les années 1980.

## Réflexion et autocritique sur l'Unité populaire

En mars 1974, la direction intérieure du parti socialiste chilien, c'est-à-dire celle restée au Chili, rédige un document dans lequel elle « assume une vision critique du passé récent du parti et de la défaite de l'Unité populaire d'un point de vue léniniste ». En d'autres termes, l'échec de l'Unité populaire est dû à une organisation insuffisante de ses acteurs et le Comité central du Parti socialiste réaffirme « la nécessité et la durée de la révolution socialiste orientée vers la construction de la dictature du prolétariat ». Pour lui, l'instauration du « centralisme démocratique » avait été empêchée par la domination de la « petite bourgeoisie » [29]. Dans les mois qui suivent le coup d'État, le parti socialiste chilien reste encore fortement influencé par les thèses cubaines de la diffusion de la révolution en Amérique latine.

En avril 1976, lors d'une rencontre des partis de l'ancienne Unité populaire à Oaxtepec, au Mexique, une nouvelle analyse sur les causes de l'échec du gouvernement Allende se développe : le coup d'État aurait été facilité par les erreurs et les faiblesses du mouvement populaire, l'absence d'une stratégie commune des partis de gauche et leur incapacité à pouvoir surmonter leurs différends [30]. De plus, les dirigeants de l'Unité populaire déchue soulignent la nécessité de réfléchir sur l'expérience vécue ; c'est notamment le cas de Carlos Altamirano dans un livre publié en 1977, *Dialéctica de una derrota (Dialectique d'une défaite)* : « pour les dirigeants du mouvement populaire chilien, il est urgent et incontournable de réaliser une autocritique. La lutte continue et il est nécessaire d'empêcher que les erreurs commises continuent de se projeter dans les futurs combats » [31]. Malgré ces documents, la réflexion sur le passé au sein du Parti socialiste continue de se faire dans une perspective léniniste.

Le processus d'autocritique génère une tension au sein du socialisme chilien. Pour le secteur plus idéologisé d'Altamirano, l'échec de l'Unité populaire est dû à l'absence d'un grand projet politique militaire pour affronter un conflit inévitable, et qui nécessitait une réponse armée [32]. Clodomiro Almeyda, ministre des Affaires étrangères au moment du coup d'État, réduit quelque peu l'importance du facteur militaire au profit de l'incapacité du gouvernement Allende à contrôler l'inflation, du manque de réformes institutionnelles et au traitement incorrect des partis représentant les classes moyennes. Après avoir mis l'accent sur les causes de l'échec de l'Unité populaire sur le plan « global », collectif, du gouvernement, la remise en question atteint la sphère interne à l'Unité populaire. En février 1979, la session plénière clandestine du Parti socialiste décide de remplacer le secrétaire général du parti, Carlos Altamirano. La rupture est consommée en avril 1979 quand ce dernier convoque à Paris une autre session plénière qui méconnaît les décisions de la direction interne. Les *almeydistas* considèrent que c'est une « insubordination » et expulsent Carlos Altamirano [33]. Deux partis socialistes voire plus se constituent [34], l'un marxiste et léniniste dirigé par Clodomiro Almeyda et l'autre dirigé par Carlos Altamirano qui s'éloigne des thèses léninistes et réaffirme son

attachement démocratique.

Dès le 18 mai 1979, une circulaire du parti socialiste français témoigne de la prudence avec laquelle est traité ce sujet : le Bureau exécutif du parti demande « aux fédérations et sections de consulter le Secrétariat national aux relations internationales pour avis » et de « ne pas interférer dans [le] processus interne »<sup>[35]</sup>. Une aide matérielle est également accordée en février 1980 au Parti socialiste de Carlos Altamirano<sup>[36]</sup>, ce qui n'est pas forcément une prise de position des Français dans la division du parti socialiste chilien, mais une aide aux socialistes chiliens exilés. En effet, la direction extérieure du Parti socialiste s'installe à Paris après la rupture interne. Carlos Altamirano avec les anciens miristes, Carlos Ominami et Gonzalo Martner, fondent l'Association pour l'étude de la réalité chilienne (ASER-Chili). D'autres exilés se trouvent à Rome et aux Pays-Bas. Dès 1981, Carlos Altamirano appelle à « renforcer leurs liens avec les partis socialistes et sociaux-démocrates européens »<sup>[37]</sup>.

Les événements polonais de décembre 1981 approfondissent les divisions entre socialistes chiliens : tandis qu'un secteur condamne la répression de Solidarnosc et souligne le caractère autoritaire du communisme d'Europe de l'Est, l'autre secteur plus orthodoxe soutient la position des partis communistes de l'Est<sup>[38]</sup>. En septembre 1982, l'Institut pour le nouveau Chili et ASER-Chili organisent le congrès de Chantilly destiné à analyser le processus de rénovation socialiste.

## La rénovation idéologique du parti socialiste chilien

La violation des droits de l'homme par la dictature militaire conduit à leur valorisation et à la nécessité de veiller à leur protection. C'est dans ce domaine que les socialistes se rapprochent des militants des autres partis et de l'Église catholique chilienne. Admiratifs de la Révolution française et d'un Hexagone considéré comme le défenseur des droits de l'homme, les exilés chiliens ont sans doute été influencés par les luttes du parti socialiste français pour le respect de ces droits dans leur pays et dans le monde<sup>[39]</sup>.

La revalorisation de la démocratie ne s'est pas produite immédiatement après le coup d'État, mais progressivement et en partie grâce au processus de rénovation socialiste. En effet, d'un point de vue léniniste, la démocratie était considérée « comme le mode de domination politique de la bourgeoisie à l'intérieur du système capitaliste »<sup>[40]</sup>. Les choses commencent à changer en 1975 lorsque l'ancien président démocrate-chrétien Eduardo Frei Montalva publie le livre *El mandato de la historia y las exigencias del porvenir (La leçon/mission de l'histoire et les exigences de l'avenir)*<sup>[41]</sup> dans lequel il affirme que la démocratie ne pouvait pas être un moyen tactique pour obtenir le pouvoir. Bosco Parra, un dirigeant d'un parti issu d'une scission du PDC, *Izquierda Cristiana* (la Gauche chrétienne), soutient l'analyse de Frei. Dans le document « L'unité antifasciste pour la défaite de la Junte », les anciens partis de l'Unité populaire réaffirment le

postulat que la liberté, la démocratie et le socialisme sont indissociables[42]. En juin 1977, dans son message aux socialistes à l'intérieur du Chili, Carlos Altamirano qualifie l'évolution politique de son pays d'« une des démocraties libérales les plus avancées du monde »[43]. En 1980, il reconnaît également que les socialistes doivent réfléchir sur leur « expérience récente, le fait d'avoir méprisé les conquêtes démocratiques atteintes par le peuple (chilien) et d'avoir négligé certaines réussites évidentes de la démocratie libérale »[44]. Cette autocritique aide aussi à « relire » l'histoire du parti socialiste chilien et à en extraire les éléments démocratiques.

Selon le politiste démocrate-chrétien Ignacio Walker, le processus de rénovation « vise non seulement à une refondation du socialisme, mais aussi à une véritable refondation de la politique »[45]. Les dogmatismes et les vérités absolues sont mis de côté et une nouvelle manière de faire de la politique émerge.

Ce processus de redéfinition politique et idéologique s'accompagne d'une prise de distance et ensuite d'une rupture avec la perspective léniniste. En effet, le courant « rénové » reconnaît le côté « dogmatique et autoritaire [du léninisme] qui entrerait en conflit avec une véritable conception socialiste démocratique »[46]. Les dirigeants socialistes du courant « rénové » adoptent l'idée que la démocratie n'est pas « une phase transitoire, mais une situation qu'[ils] souhait[ent] permanente »[47].

Après la division socialiste, le secteur Altamirano rejette l'idée d'une alliance politique reposant seulement sur les partis de gauche et préconise une nouvelle politique d'alliance fondée sur un rapprochement avec les démocrates-chrétiens.

Cette rénovation idéologique et politique est fortement critiquée au Chili par le courant Almeyda, qui dénonce « des tendances de droite », « une vision négative du passé du mouvement populaire » et « une sous-estimation du rôle de la classe ouvrière »[48]. Or, la vision du parti socialiste français est influencée par ses contacts avec les exilés chiliens : vu de l'extérieur, le courant Altamirano semble majoritaire alors qu'à l'intérieur du parti socialiste chilien, c'est le courant Almeyda qui est dominant.

En somme, la relation entre socialistes français et chiliens s'insère dans ce jeu de miroirs entre l'Europe et l'Amérique latine. Comme d'autres formations politiques chiliennes, le Parti socialiste s'est construit en s'inspirant des expériences européennes et françaises (mais aussi castristes dans les années 1960). Entre 1970 et 1973, le mouvement s'inverse et c'est le parti socialiste français qui témoigne de son admiration pour l'Unité populaire de Salvador Allende. Le 11 septembre chilien suscite un important élan de solidarité côté français avec en filigrane la recherche des leçons nationales du coup d'État, le positionnement du Parti socialiste face à la droite et au parti communiste. Sans s'ingérer dans le processus de rénovation interne au socialisme chilien, les socialistes français et européens ont fourni un cadre théorique et matériel à ce processus. D'une part, l'appui aux exilés a contribué au maintien à l'extérieur d'un Parti socialiste qui était désarticulé

au Chili en raison de la répression et ce, à la différence du Parti communiste, qui a maintenu sa structure en « noyaux ». D'autre part, l'expérience de l'exil en France, en Italie et en Espagne (après 1975) et le contraste entre l'Europe de l'Ouest et de l'Est ont été décisifs dans l'adoption de la démocratie libérale jugée auparavant « bourgeoise ». Le contact avec les gouvernements de François Mitterrand, Felipe González, Mário Soares, Andreas Papandreou, ainsi que la crise des socialismes réels influent dans les postures des socialistes chiliens et ont donc favorisé une rénovation idéologique qui est à la base du rapprochement avec les démocrates-chrétiens et de la stratégie de retour à la démocratie au Chili.

Amérique latine

Amérique du Sud

Chili

Parti socialiste

---

[1] Pierre Kalfon, interrogé par Emmanuel Laurentin (présenté par), « Les exilés chiliens », *La Fabrique de l'Histoire*, France Culture, 8 septembre 2003.

[2] Olivier Compagnon, « L'Euro-Amérique en question. Comment penser les échanges culturels entre l'Europe et l'Amérique latine », *Nuevo Mundo Mundos Nuevos*, 3 février 2009, page consultée le 30 novembre 2018.

[3] Nicolas Prognon, « France : Welcoming Chilean Exiles : A Mark of the Resonance of the Unidad Popular in French Society ? », in Kim Christiaens, Idesbald Goddeeris et Magaly Rodríguez García (dir.), *European Solidarity with Chile, 1970s-1980s*, Frankfurt-am-Main, Peter Lang Edition, 2014, p. 187.

[4] Entretien avec l'universitaire Olga Ulianova, Provindencia (Chili), 30 juillet 2013.

[5] Militants du Movimiento de Acción Popular Unitaria (MAPU), un parti d'inspiration marxiste fondé en 1969 à partir d'une scission du Parti démocrate-chrétien (PDC). Le courant interne *rebelde* décide de s'allier avec la gauche en vue des élections présidentielles de 1970.

[6] Militants du Movimiento de Izquierda Revolucionaria (Mouvement de la gauche révolutionnaire), une organisation politique armée d'extrême gauche née en 1965, qui ne participe pas à l'Unité populaire.

[7] Beaucoup s'installent à Cuba, en Allemagne de l'Est, en Roumanie ou en Union soviétique.

[8] Nicolas Prognon, article cité, p. 188.

**[9]** François Mitterrand, « Salvador Allende », texte du 12 septembre 1973, coupure de presse conservée au Centre d'archives socialistes (CAS) de la Fondation Jean-Jaurès (FJJ), 616 RI 5, Chili, PS : notes, communiqués, correspondance, 1972-1983.

**[10]** Pierre Kalfon, « Les Chiliens ont surnommé M. Mitterrand l'Allende français », *Le Monde*, 14-15 novembre 1971, p. 22.

**[11]** Cités par Pierre Vayssière, *Le Chili d'Allende et de Pinochet dans la presse française. Passions politiques, informations et désinformation, 1970-2005*, Paris, L'Harmattan, 2005, p. 14 et p. 143.

**[12]** Nicolas Prognon, article cité, p. 189.

**[13]** Secteur chilien de l'Ejército de Liberación Nacional de Bolivia (ELN, Armée de libération nationale de la Bolivie), un groupe guérillero fondé en 1966 que le Che rejoint entre novembre 1966 et son exécution en octobre 1967. Beatriz Allende (surnommée Tati), la deuxième fille du président chilien, faisait partie du groupe des *elenos*, tout comme le journaliste Elmo Catalán et le dirigeant Arnoldo Camú.

**[14]** « Déclaration de l'Internationale socialiste à la presse, au sujet du Chili », 12 septembre 1973, p. 1. CAS, FJJ, 616 RI 5, Chili, PS : notes, communiqués, correspondance, 1972-1983.

**[15]** « Communiqué du BE du Parti socialiste – 12 septembre 1973 », p. 1. CAS, FJJ, 616 RI 5, Chili, PS : notes, communiqués, correspondance, 1972-1983.

**[16]** Robert Pontillon, Didier Motchane, Georges Sarre, « Circulaire n° 192 aux secrétaires fédéraux », Paris, 18 septembre 1973, p. 1. CAS, FJJ, 616 RI 5, Chili, PS : notes, communiqués, correspondance, 1972-1983.

**[17]** « Les socialistes vous répondent », Paris, septembre 1973, p. 1. CAS, FJJ, 616 RI 5, Chili, PS : notes, communiqués, correspondance, 1972-1983.

**[18]** « Participation d'Antoine Blanca aux manifestations sur le Chili » [décembre 1973], p. 1. CAS, FJJ, 616 RI 5, Chili, PS : notes, communiqués, correspondance, 1972-1983.

**[19]** Roland Beix, « Question écrite », Assemblée nationale, Paris, 7 mars 1979, p. 1. CAS, FJJ, 616 RI 5, Chili, PS : notes, communiqués, correspondance, 1972-1983.

**[20]** Nicolas Prognon, article cité, p. 190.

**[21]** Pierre Mauroy, « Note à R. Pontillon », Paris, le 26 février 1974, p. 1. CAS, FJJ, 616 RI 5, Chili, PS : notes, communiqués, correspondance, 1972-1983.

**[22]** Socialist International, « Minutes of the Third Meeting of Standing Committee on Chile, London, 12 January 1975, p. 2. CAS, FJJ, 60 RI (BP) 47-69, IS – présidence de Bruno

Pittermann.

[23] Lettre de Lionel Jospin à Philippe Madrelle, Paris, 6 février 1980, p. 1. CAS, FJJ, 616 RI 5, Chili, PS : notes, communiqués, correspondance, 1972-1983.

[24] Nicolas Prognon, article cité, p. 194-195.

[25] Nicolas Prognon, article cité, p. 198.

[26] Eugenio Ortega Frei, *Historia de una alianza política: el Partido Socialista de Chile y el Partido Demócrata Cristiano 1974-1988*, Santiago, ced-cesoc, 1992, p. 96-105.

[27] Cristina Moyano Barahona, « Un acercamiento histórico-conceptual al concepto de democracia en la intelectualidad de la izquierda renovada. Chile, 1973-1990 », *Revista Izquierdas*, n° 3, avril 2009, page consultée le 10 février 2019.

[28] Eugenio Ortega Frei, *op. cit.*, p. 96.

[29] Comité Central del Partido Socialista, mimeo, Santiago, mars 1974, p. 8. Cité dans Ignacio Walker Prieto, *Socialismo y democracia*, Santiago, CIEPLAN / Hachette, 1990, p. 178.

[30] Eugenio Ortega Frei, *op. cit.*, p. 81.

[31] Carlos Altamirano, *Dialéctica de una derrota*, México, Siglo XXI Editores, 1977, p. 201.

[32] *Ibidem*, p. 57-73 et p. 152-161.

[33] Eugenio Ortega Frei, *op. cit.*, p. 89-96.

[34] Il existait d'autres groupes ou « factions » autour d'un dirigeant comme Raúl Ampuero et Aniceto Rodríguez.

[35] Paul Quilès, Lionel Jospin, « Circulaire n° 767 aux secrétaires fédéraux, membres du Comité directeur, parlementaires », Paris, 18 mai 1979, p. 1. CAS, FJJ, 616 RI 5, Chili, PS : notes, communiqués, correspondance, 1972-1983.

[36] Lettre de Lionel Jospin à Philippe Madrelle, Paris, 6 février 1980, p. 1. CAS, FJJ, 616 RI 5, Chili, PS : notes, communiqués, correspondance, 1972-1983.

[37] Cité dans Ignacio Walker Prieto, *Socialismo y democracia*, *op. cit.*, p. 184.

[38] Eugenio Ortega Frei, *op. cit.*, p. 104-105.

[39] Didier Motchane, « Note à l'attention de François Mitterrand », Paris, 21 septembre 1973, p. 1. CAS, FJJ, 616 RI 5, Chili, PS : notes, communiqués, correspondance, 1972-1983.

[40] Ignacio Walker Prieto, *Socialismo y democracia*, *op. cit.*, p. 177.

[41] Eduardo Frei Montalva, *El mandato de la historia y las exigencias del porvenir*, Santiago, Editorial del Pacífico, 1975.

[42] Unidad Popular, « Por la unidad antifascista hacia la derrota de la Junta », *Chile-América*, n° 22-23-24, août-septembre-octobre 1976, p. 178.

[43] Carlos Altamirano, « Mensaje a los socialistas en el Interior de Chile », mimeo, juin 1977, p. 14. Cité dans Ignacio Walker Prieto, *Socialismo y democracia*, *op. cit.*, p. 177.

[44] Carlos Altamirano, *Ocho tesis sobre una estrategia socialista para Chile*, mimeo, 1980. Cité dans Andrés Benavente, « Panorama de la Izquierda chilena, 1973-1984 », *Estudios Públicos*, n° 18, automne 1985, p. 173.

[45] Ignacio Walker Prieto, *Socialismo y democracia*, *op. cit.*, p. 192-193.

[46] *Ibidem*, p. 195.

[47] Hernán Vodanovic, ancien chef de cabinet du ministre socialiste de l'Agriculture, Jaime Tohá (1973), cité dans Ignacio Walker Prieto, *Socialismo y democracia*, *op. cit.*, p. 195.

[48] Clodomiro Almeyda, cité dans Ignacio Walker Prieto, *Socialismo y democracia*, *op. cit.*, p. 194.